



# Cette mystérieuse cagnotte

**Exclusif.** Riche de millions d'euros destinés à la « solidarité nationale » la réserve ministérielle sert surtout à bichonner les électeurs. Enquête.

PAR MATHIEU LEHOT ET HUGO DOMENACH

« **M**ais de quelle réserve parlez-vous ? » Aurélie Filippetti tombe des nues. Comme beaucoup de ses collègues, la députée socialiste semble frappée d'amnésie. La plupart des élus admettent connaître la très controversée réserve parlementaire. Mais, pour ce qui est de son pendant gouvernemental, la « réserve ministérielle », c'est une autre histoire. Gérée à l'abri des regards indiscrets, cette cassette VIP n'est connue que de rares initiés. Or le gouvernement dispose bel et bien lui aussi de sa propre réserve. Un surplus de quelques dizaines de millions d'euros par an qui s'ajoutent aux 130 millions des parlementaires. L'argent est destiné, selon la loi, à financer des projets dans les « collectivités déstabilisées par des circonstances exceptionnelles susceptibles de justifier la mise en œuvre de la solidarité nationale ». Une goutte d'eau dans le budget global des collectivités locales qui attire pourtant toutes les convoitises. A commencer par celles des élus

proches du pouvoir. Une poignée de privilégiés trop contents de puiser dans la cagnotte pour bichonner leurs électeurs. Résultat, la construction de toilettes au camping du lac de Bournazel, en Corrèze, ou l'achat d'un nouveau tracteur pour le village de Moissat, dans le Puy-de-Dôme, deviennent des priorités nationales.

A ce petit jeu, la Corrèze, chère à François Hollande, est très bien lotie. Le département a été arrosé de près de 1 million d'euros de subsides depuis le début du quinquennat. Bernard Combes, le maire de Tulle, également ami et conseiller du chef de l'Etat, se charge de faire remonter les demandes des élus locaux. En n'oubliant pas sa propre ville. En 2013, un an avant les municipales, il a décroché une juteuse subvention de 116 000 euros pour refaire à neuf la place de la sous-préfecture de Tulle. Si être une terre d'élection de président a ses avantages, Neuilly-sur-Seine est un modèle du genre. De 2005 à 2008, 1 million d'euros sont rentrés chaque année dans les caisses de l'ex-fief de Nicolas Sarkozy. Jean-Christophe Fromantin, le maire actuel (UDI), n'en revient toujours pas. « *Alors que la pratique veut que ce soit aux communes de faire remonter des demandes, là l'argent affluait automatiquement et le conseil municipal pouvait en faire ce que bon lui semblait* », raconte l'édile. Les crédits ministériels ont servi à l'aménagement d'un carrefour, à l'agrandissement d'une crèche, au tracé de pistes cyclables ou l'ouverture d'une salle de spectacle. Mais même à Neuilly toutes les bonnes

## Crédits chéris

La réserve ministérielle est une arme politique appréciée au service du pouvoir. Chaque année, des crédits votés au Parlement alimentent une obscure ligne budgétaire du ministère de l'Intérieur. L'argent est en principe destiné à venir en aide aux collectivités en grande difficulté. Mais, dans les faits, les crédits sont répartis entre des communes chères aux élus proches du pouvoir. Sous Nicolas Sarkozy, la réserve marchait à plein régime, atteignant jusqu'à 45 millions d'euros en 2009 et en 2010. La gauche n'utilise plus qu'une dizaine de millions d'euros par an.

choses ont une fin. Après les municipales de 2008, le robinet à subventions est coupé net. Une manière de faire payer au nouveau maire son insoumission à Sarkozy, élu entre-temps président de la République ? Fromantin avait eu l'outrecuidance de se présenter dans le bastion du chef de l'Etat en se passant de l'investiture de l'UMP. Convoqué à l'Elysée quelques jours avant les municipales, il avait même osé refuser d'intégrer dans sa liste des proches du président, dont son fils Jean Sarkozy. En 2009, feignant la surprise de voir le précieux million disparaître, Fromantin a demandé la même somme au gouvernement pour financer l'ouverture d'une crèche, la construction de logements sociaux et l'aménagement d'un parking. Sans nouvelles dans un premier temps, il a appris en 2010 que sa demande avait été retoquée. En réalité, comme l'atteste une note interne au cabinet de Brice Hortefeux, alors ministre de l'Intérieur, le dossier avait été immédiatement enterré sur instruction du président.

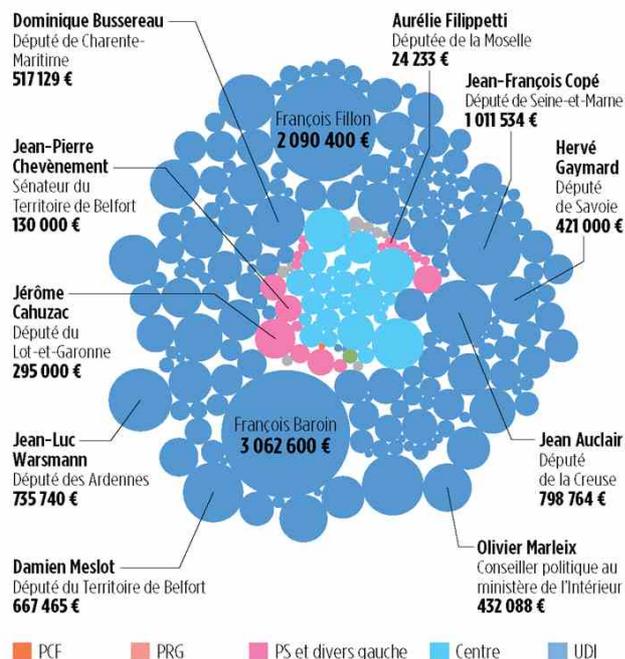
**Contrôle variable.** A l'époque, l'Elysée tient les cordons de la bourse. Une autre subtilité de la réserve ministérielle. D'après la loi, le ministère de l'Intérieur en est le seul gestionnaire. Mais son contrôle varie selon le gouvernement en place. Ainsi, jusqu'à encore très récemment, les ministres de l'Economie et du Budget pouvaient gérer une partie des crédits. Une note du ministère de l'Intérieur datée de 2008, que *Le Point* s'est procurée, fait état d'une « *enveloppe Bercy* » de 15 millions d'euros dont l'objet était alors de permettre de « *faire face aux demandes du ministre du Budget actuellement en fonction, à celles d'anciens ministres du Budget ainsi qu'à celles de personnalités diverses* ». A l'époque, le titulaire du ■■■

**La construction de toilettes au camping du lac de Bournazel, en Corrèze, devient une priorité nationale.**

# que les politiques convoitent

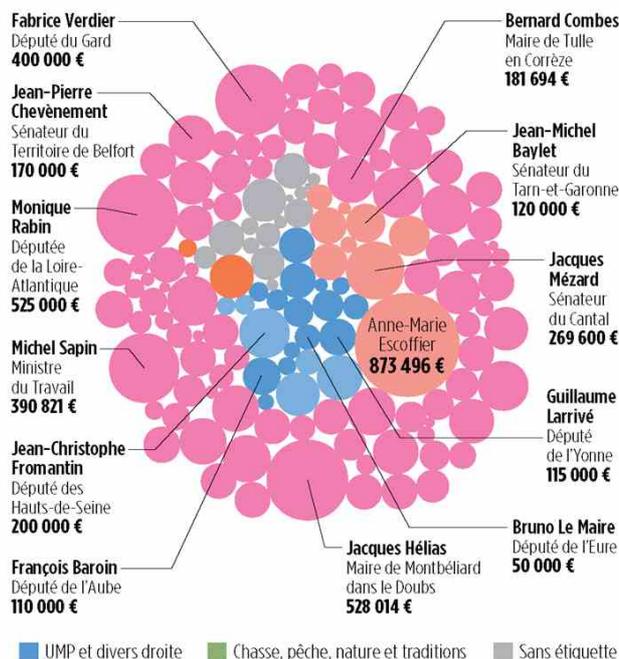
## A qui distribue la droite ?

33,6 millions d'euros en 2011  
 sous Nicolas Sarkozy



## Et la gauche ?

13,4 millions d'euros en 2013  
 sous François Hollande



■ PCF ■ PRG ■ PS et divers gauche ■ Centre ■ UDI ■ UMP et divers droite ■ Chasse, pêche, nature et traditions ■ Sans étiquette

Les mandats et les fonctions cités sont ceux exercés l'année de l'attribution des réserves. Sources : ministère de l'Intérieur, public.tableau.com, Mathieu Lehot.

## Les gagnants sont en 2011



**François Baroin**  
 En 2011, ministre du Budget, il gère une partie de la réserve. Recordman de la cagnotte, il répartit 3 062 600 euros dans les communes de l'Aube dont il est député et sera élu sénateur en 2014.



**François Fillon**  
 Pendant le quinquennat Sarkozy, Matignon disposait d'une enveloppe de 2 millions d'euros par an, que François Fillon distribuait essentiellement dans la Sarthe, son fief politique d'origine.



**Jérôme Cahuzac**  
 Avec 295 000 euros de subventions, Jérôme Cahuzac était le socialiste le mieux traité par la droite en 2011. Il était en bons termes avec le ministre du Budget de l'époque, François Baroin.

## Et en 2013



**Pierre Moscovici**  
 Son département, le Doubs, est le mieux doté, avec 1 227 336 euros de subventions en 2013. Ministre de l'Economie, « Mosco » avait alors la main sur une enveloppe de 5 millions d'euros.



**Anne-Marie Escoffier**  
 Avec près de 2 millions d'euros distribués depuis 2013 dans des communes du Cantal et de l'Aveyron, l'ancienne ministre chargée de la Décentralisation est la recordwoman de la réserve.



**Guillaume Larrivé**  
 En 2013, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy a obtenu 115 000 euros pour diverses communes, principalement en Ile-de-France. En raison de ses bonnes relations avec Manuel Valls ?



■■■ poste est un certain Eric Woerth. Lequel ne s'est pas privé d'en faire bénéficier la ville de Chantilly, dont il est maire depuis 2005. Dans la même période, le pactole a aussi profité aux collectivités chères au socialiste Michel Charasse, ex-sénateur nommé depuis au Conseil constitutionnel, ainsi qu'à celles de Joëlle Ceccaldi-Raynaud, l'ex-suppléante de Nicolas Sarkozy dans les Hauts-de-Seine, et de Didier Migaud, alors président socialiste de la commission des Finances du Sénat. Nommé depuis à la tête de la Cour des comptes, Didier Migaud a demandé six ans plus tard au gouvernement de Manuel Valls de bien vouloir supprimer l'«enveloppe Bercy». Une requête à laquelle l'exécutif s'est plié cette année. Mais, avant de rendre les clés du coffre, Pierre Moscovici a tout de même eu le temps d'arroser son département, le Doubs, de plus de 1 million d'euros en 2013.

**OPA sur la tirelire.** Dans le combat pour contrôler la réserve, le grand spécialiste reste Nicolas Sarkozy. Après avoir géré le magot quand il était premier flic de France, l'«hyperprésident» a fait une OPA sur la tirelire. Du jamais-vu. «*Il n'y a pas meilleur exemple de clientélisme, Sarkozy avait créé une République bananière*», s'indigne encore aujourd'hui le député socialiste René Dosière. «*Il a accredité l'idée que la distribution des crédits ministériels relevait du souverain et de sa bonne humeur*», renchérit l'ex-ministre chiraquien Alain Lambert. C'est en 2009, année du passage de flambeau entre Michèle Alliot-Marie et Brice Hortefeux Place Beauvau, que tout se met en place. L'Elysée s'approprie les deux tiers des 25 millions d'euros dont la réserve ministérielle est alors provisionnée. Mais c'est encore insuffisant pour Sarkozy. Ses conseillers vont donc fouiller les fonds de tiroir du ministère de

l'Intérieur en quête de subsides attribués les années précédentes qui n'ont pas été versés. Rien qu'en 2009, 21,5 millions d'euros de rallonge ont été ainsi récupérés. Si Sarkozy dépense tant d'énergie, c'est qu'il sait combien les parlementaires sont friands de ces subsides. Participer au financement du projet d'une collectivité leur permet d'être présents pour le coupage de ruban et d'avoir leur photo dans la gazette locale. Le président a remis les clés de son coffre-fort à ses conseillers politiques Olivier Biancarelli et Olivier Marleix. Dès septembre 2009, les deux hommes avertissent le cabinet d'Hortefeux que la présidence doit pouvoir «*consulter les demandes reçues par le ministère de l'Intérieur en vue de sélectionner des demandeurs correspondant aux priorités du chef de l'Etat*». Les conseillers du président ont retenu 24 VIP pour lesquels 12 millions d'euros sont spécialement affectés. Dans la liste figurent plusieurs fidèles sarkozystes comme les députés UMP Thierry Mariani, Jean Auclair, Jean-Paul Charié, Nicolas Forissier, Alain Gest, François Grosdidier, Damien Meslot et Pierre Morel-A-L'Huissier. Tous connus à l'époque pour participer au très sélect petit déjeuner du mardi matin, organisé chaque semaine par Olivier Biancarelli à l'Assemblée. Le député des Hauts-de-Seine Patrick Ollier et son suppléant Eric Berdoati font également partie de la liste.

**Le cas Copé.** Plus surprenante est en revanche la présence de François Baroin parmi les protégés de l'Elysée. En 2009, le futur ministre du Budget est encore un chiraquien pur sucre. Surtout, il a fait partie, un an plus tôt, des plus fermes opposants à la loi sur le travail le dimanche, pour laquelle Nicolas Sarkozy s'était engagé. Un texte que Baroin a finalement voté lors de son second passage à l'Assemblée, le 15 juillet 2009. Un revirement



**Carvounas, «superpréfet»**

Lorsque Manuel Valls est nommé ministre de l'Intérieur, Luc Carvounas, sénateur du Val-de-Marne, reçoit des centaines de demandes de subventions. «*Les élus savaient que j'étais proche de Valls. J'étais devenu une sorte de "superpréfet"*», décrit celui qui est également maire d'Alfortville. En 2013, il a décroché 180 000 euros pour les travaux de grosses réparations d'une église dans le Pas-de-Calais, puis 100 000 euros, l'année suivante, pour la remise aux normes du village de vacances Le Logis de Sèchemailles, en Corrèze.

idéologique ou intéressé? Joint par *Le Point*, François Baroin n'a pas souhaité s'exprimer. «*Sarkozy utilisait sa réserve pour faire exploser les coalitions et amadouer les parlementaires récalcitrants*», affirme un fin connaisseur des jeux de pouvoir à l'Assemblée. A l'époque, le rebelle numéro un s'appelle Jean-François Copé. Depuis qu'il a pris la tête du groupe UMP à l'Assemblée, en 2007, le député maire de Meaux a endossé le rôle de leader des frondeurs de la majorité. «*Jean-François avait compris que, pour obtenir quelque chose de Sarko, il faut lui taper dessus. Si vous faites allégeance, vous êtes mort*», se souvient un collaborateur de Copé. Pour le surveiller de près, toutes les demandes de subventions du député maire de Meaux vont donc être traitées directement par les conseillers du président. Le chef du groupe UMP est gourmand. «*En tant qu'ancien ministre du Budget*», selon la formule d'une note de l'Elysée, il prétend à près de 1 million de subventions par an. De l'argent principalement investi chez lui, à Meaux, et dans les communes alentour. En 2009, pour un total de 990 000 euros de demandes, 620 000 euros, soit 60 %, profitent à sa municipalité. Le reste est partagé entre des mairies de droite de la Seine-et-Marne. Un proche conseiller de Copé confie que Sarkozy a d'abord essayé de refuser certaines demandes avant de se raviser: «*Il a fallu aller faire des ronds de jambe à l'Elysée. Mais Sarko a très vite compris qu'il était dans son intérêt de ne pas toucher à l'enveloppe de Jean-François.*»

Quelques membres de l'opposition ont aussi eu droit à leur pécule. Une poignée de privilégiés parmi lesquels figurent les députés Aurélie Filippetti, Jérôme Cahuzac et Claude Bartolone, ainsi que le communiste André Chassaigne. La faveur n'allait pas sans contrepartie. «*Quand on donnait à l'opposition, c'était un échange de bons procédés. En retour, ils nous tenaient informés sur ce qui se disait dans leurs réunions de groupe à l'Assemblée. C'est aussi comme ça que l'on procédait pour savoir à l'avance ce qu'ils préparaient pour dynamiter un projet de loi*»,

ALLARD/REA

**« Quand on donnait à l'opposition, ils nous informaient sur ce qui se disait dans leurs réunions à l'Assemblée. »** Un ex-gestionnaire de la réserve



confie un ex-gestionnaire de la réserve. Jérôme Cahuzac, qui a décroché une enveloppe de 250 000 euros pour sa ville de Villeneuve-sur-Lot en 2011, était très apprécié du cabinet du ministre du budget François Baroin. « *En tant que président de la commission des Finances, j'avais la courtoisie de ne pas faire passer les textes au vote si les députés UMP présents n'étaient pas assez nombreux* », confie le socialiste déchu. L'entourage de Claude Bartolone nie de son côté toute faveur demandée à l'Elysée. Le département de Seine-Saint-Denis, qu'il présidait à l'époque, a pourtant bien bénéficié de 114 000 euros accordés à sa demande en 2012. Aurélie Filippetti souligne pour sa part les montants « *ridicules* » des sommes qui lui ont été attribuées. La circonscription de la députée socialiste a touché 5 000 euros en 2009 et 24 000 euros en 2011. « *On ne donnait rien sans rien* », persifle un ex-membre de la garde rapprochée de Brice Hortefeux.

**Aubaine.** Les parlementaires qui occupent des postes stratégiques sont aussi des cibles de choix. Jean-Luc Warsmann, président de la commission des Lois de l'Assemblée entre 2007 et 2012, fait ainsi partie de la liste VIP de Sarkozy. Le député UMP, courroie essentielle dans le parcours des textes législatifs, a obtenu plus de 700 000 euros en 2011 et 600 000 euros en 2012. Une pratique toujours à la mode. « *J'ai moi-même surpris des collègues en train de monnayer leur présence en séance et leur soutien à un texte du gouvernement contre des subventions* », admet le socialiste Jean-Pierre Sueur. Le vice-président de la commission des Lois du Sénat a obtenu 50 000 euros pour la construction d'une maison de santé dans son département en 2013. « *Je n'ai pas fait de chantage, mais, si j'avais demandé plus, je l'aurais obtenu* », affirme le parlementaire. Son collègue Martial Bourquin, sénateur socialiste du



**Corréziens.** Bernard Combes, le maire de Tulle, et son bienfaiteur, François Hollande, en 2010.



**Woerth, maire prodigue**  
Ministre du Budget de 2007 à 2010, Eric Woerth a mis ses crédits ministériels à profit pour son fief électoral, l'Oise, où il est député depuis 2002 : 46 « opérations » ont été subventionnées dans le département pour un montant de 1,88 million d'euros en 2008, et 56 « opérations » pour 1,97 million en 2009. Chantilly, la ville dont il est le maire depuis 2005, a perçu 780 080 euros à elle seule en 2008 et 1,054 million d'euros en 2009.

Doubs et vice-président de la commission des Affaires économiques, a décroché 100 000 euros pour des travaux de rénovation du centre-ville d'Audincourt, dont il est maire depuis 1997. Une aubaine, un an avant les municipales.

Les crédits ministériels peuvent constituer un avantage de taille pour préparer des élections. Question posée à Jean-Christophe Cambadélis : « *Les radicaux de gauche sont particulièrement bien traités avant les municipales et les européennes. La réserve ministérielle est-elle importante pour nouer des accords électoraux ?* » « *La réponse est dans votre question* », rétorque, l'air de rien, le patron du PS. Plus de 3 millions d'euros ont été accordés à des membres du PRG depuis 2013. A lui seul, le patron du parti, Jean-Michel Baylet, a pu répartir 230 000 euros dans son département, le Tarn-et-Garonne. Pas suffisant cependant pour conserver son mandat de sénateur ainsi que la présidence du conseil départemental. Sa collègue du Parti radical de gauche, Anne-Marie Escoffier, ministre chargée la Décentralisation dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, a vécu la même déconvenue. En septembre 2014, la sénatrice de l'Aveyron a perdu son siège au palais du Luxembourg. Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir eu les moyens de se faire bien voir de ses électeurs. Avec son suppléant,

Stéphane Mazars, Escoffier a distribué près de 2 millions d'euros dans l'Aveyron et dans le Cantal depuis 2013. Un privilège de ministre. Quand il officiait Place Beauvau, Brice Hortefeux avait lui aussi puisé dans la caisse pour attendre ses terres électorales auvergnates. En novembre 2009, son conseiller spécial, Jean-Jacques Kegelart, informe ses services, dans une note interne que *Le Point* s'est procurée, que la région du ministre doit être « *une priorité* » dans l'affectation des crédits restant au ministère de l'Intérieur. Quelques mois plus tôt, Hortefeux s'était déclaré tête de liste UMP dans le Puy-de-Dôme pour les régionales de 2010. Au total, Kegelart a réparti plus de 4 millions d'euros entre l'Auvergne et ses territoires limitrophes. « *C'est très simple, je revendique tout* », assume Hortefeux, interrogé par *Le Point*.

**Auto-attribution.** Le député Les Républicains Olivier Marleix est beaucoup moins prompt à s'exprimer. Sollicité à propos du million d'euros qu'il a distribué dans sa circonscription d'Eure-et-Loir en 2011 et en 2012, l'ex-collaborateur de Sarkozy n'a pas donné suite. Peut-être parce que ce sont des sommes qu'il s'était auto-attribuées. En tant que conseiller politique à l'Elysée puis à l'Intérieur, où il a suivi Claude Guéant en 2011, Marleix avait les clés du très verrouillé « bureau de la réserve », la pièce du ministère dans laquelle les listings des bénéficiaires de la cagnotte étaient établis en catimini. « *A l'intérieur, cinq ou six femmes s'occupaient de la saisie informatique. Les fichiers ne pouvaient pas sortir. Le bureau était coupé d'Internet et du téléphone* », raconte un ex-conseiller ministériel.

Depuis 2013, la loi sur la transparence de la vie publique, votée dans la foulée de la tourmente Cahuzac, a mis en partie fin à ce culte du secret. Aujourd'hui, les cuisines de la réserve ministérielle sont ouvertes aux curieux, mais les recettes servies à ses clients, elles, n'ont pas changé ■

**« C'est très simple, je revendique tout. »**

Brice Hortefeux, interrogé par *Le Point*